

L'ancien Premier ministre italien Mario Draghi prononce un discours lors d'une session plénière du Parlement européen à Strasbourg, le 17 septembre 2024, pour présenter son plan visant à renforcer la compétitivité de...

© FREDERICK FLORIN / AFP

REFORMES EUROPEENNES

2 novembre 2025

Le fédéralisme pragmatique de Mario Draghi peut-il sauver l'Europe ?

Entre ambition fédérale et réalisme politique, Mario Draghi appelle à un « fédéralisme pragmatique » pour relancer l'Europe. Alors que les défis économiques, technologiques et géopolitiques s'intensifient, cette approche fondée sur des coopérations concrètes entre États volontaires peut-elle réellement renforcer la puissance européenne ?



Bruno Alomar ↗ et Yves Bertoncini ↗

9 min de lecture



PARTAGER



CLASSER

🔊 Écoutez cet article 13:08min

Atlantico : Quel est le projet de « [fédéralisme pragmatique](#) » défendu par [Mario Draghi](#) ? En quoi peut-il réellement sauver l'Europe et répondre aux défis structurels des pays membres et de l'UE ?

Yves Bertoncini : Mario Draghi part d'abord du constat prosaïque que l'échelle nationale ne suffit plus pour relever efficacement les défis économiques immenses auxquels les Européens sont confrontés en matière technologique, digitale, énergétique et militaire - défis qui nécessitent notamment des investissements partagés à l'échelle continentale. Il estime aussi que transférer davantage de pouvoirs à une fédération européenne serait la voie la plus prometteuse, mais aussi que les conditions politiques pour qu'elle advienne ne sont pas réunies aujourd'hui - sans doute a-t-il à

l'esprit la co-existence de 27 peuples « unis dans la diversité », ainsi que la progression des forces partisans nationalistes ?

Dès lors que les défis économiques et géopolitiques à relever sont particulièrement pressants à ses yeux, il en appelle donc à une forme de « fédéralisme pragmatique », fondé sur des initiatives concrètes et mobilisant les Etats et acteurs les plus volontaires, tout en s'appuyant sur l'assentiment des peuples concernés. Peut-être a-t-il à l'esprit le lancement de l'euro, qui a permis d'en finir avec les dévaluations compétitives et la **concurrence** monétaire déloyale entre Européens – tout en étant validé par référendum en France et en Irlande (et rejeté au Danemark).

Le fédéralisme pragmatique proposé par Mario Draghi peut-il réellement répondre aux défis structurels de l'Europe, ou s'agit-il surtout d'une posture politique face aux crises ?

À lire aussi

Tamila Cristescu : le T-Shirt qui a secoué la diplomatie roumaine

Atlantico Rédaction

Bruno Alomar : La formule « fédéralisme pragmatique » fait sourire. Et pourquoi pas le « fédéralisme sympathique » ? Ou le « fédéralisme empathique » ? Tout ceci n'a pas grand sens. La réalité, que perçoit Mario Draghi, c'est que l'Union européenne n'est pas la réponse aux problèmes d'un continent, l'Europe, des Etats et des peuples qui la composent, qui sont en train de lâcher prise et dont le déclassement s'accélère. Mais une fois que Mario Draghi a dit cela, il ne dit vraiment mot ni des raisons, ni des responsabilités.

La raison essentielle, que les fédéralistes comme M.Draghi ne veulent pas voir, c'est que l'UE ne peut pas être un État, Etat qu'il appelait de ses vœux il y a presque exactement 2 ans avant de tempérer ses propos. Il n'y a et il n'y aura jamais de peuple européen. L'UE est une organisation internationale non souveraine à laquelle des États souverains ont confié des responsabilités limitées par les traités, dans le cha économique. Or, depuis vingt ans, profitant des divisions de ses membres qui résultent de leur nombre trop élevé, faisant une lecture contra-lem des traités alors même qu'elle se targue de mettre l'état de droit au centre de ses valeurs, elle fait avancer un agenda irréaliste qui consiste à investir les sujets régaliens (défense,

sécurité, diplomatie). Personne ne semble réaliser que plus l'UE se veut un acteur géopolitique, et moins elle l'est.

Pour ce qui concerne les responsabilités, elles sont européennes et nationales. En ce qui concerne les autorités européennes, Monsieur Draghi est un bon exemple. Il se plaint, dans son célèbre rapport, du manque d'investissement européen. Mais c'est lui – et la BCE - qui par la politique accommodante des années 2010, pour soutenir « quoi qu'il en coûte » l'Italie, et bientôt la France, a largement aidé à « cramer » la caisse. En ce qui concerne les autorités nationales – la France de Messieurs Chirac, Sarkozy, Hollande et surtout Macron est particulièrement à blâmer – elles font mine de ne jamais comprendre que l'UE ne règlera jamais leurs problèmes internes.

En un mot, l'UE est une grosse agence économique, qui se prend pour un gouvernement. Par son hubris, elle crée les conditions de sa propre destruction. Parler de fédéralisme au-delà des quelques compétences fédérales existantes c'est prendre pour solution l'origine du problème.

À lire aussi

"Trahis" par la frappe d'Israël sur le Qatar, le Hamas de bonne foi dans la remise des corps d'otage, conflits d'intérêts : les coulisses de l'accord de paix dévoilés par Steve Witkoff et Jared Kushner, envoyés de Donald Trump américains au Moyen-Orient

Emmanuel Cahour

Cette approche d'une Europe à la carte répond-elle à une urgence d'efficacité institutionnelle ou à une nécessité politique de redonner du sens au projet européen ?

Yves Bertoncini : Le sens du projet européen semble assez clair aux yeux de Mario Draghi, comme des opinions publiques, à savoir que l'union fait la force : il s'agit donc surtout de renforcer l'efficacité des acteurs chargés de donner un contenu concret à cette union et de défendre les intérêts des Européens face à leurs concurrents et face à leurs ennemis.

A cet égard, Mario Draghi s'inscrit dans les pas des promoteurs d'un « fédéralisme fonctionnel », soucieux de permettre aux peuples et Etats du continent de mieux affirmer leur souveraineté via des réalisations concrètes, plutôt que dans la lignée des adeptes du « fédéralisme post-national »,

comme son compatriote Altiero Spinelli, dont le bilan opérationnel est plus limité.

Dans son récent discours d'Oviedo, Mario Draghi loue par exemple l'efficacité de la Banque centrale européenne face à la crise financière et à la crise de la dette souveraine, en soulignant son évolution vers une institution plus fédérale, y compris via la supervision et le contrôle des grandes banques de la zone euro. C'est une manière pour lui de souligner l'horizon politique et institutionnel vers lequel les Européens doivent se projeter, en particulier afin de favoriser les centaines de milliards d'euros d'investissements annuels préconisés dans le Rapport qu'il a remis l'an dernier à Ursula von der Leyen, et dont la mise en œuvre tarde.

À lire aussi

Thérapie sonore : des ultrasons pourraient aider aux traitements de certains cancers et de la maladie d'Alzheimer

Richard J. Price

L'idée d'une « Europe à la carte » implique que certains États choisissent les politiques européennes qu'ils adoptent. Est-ce une solution viable pour préserver l'unité européenne, ou cela risque-t-il de fragmenter davantage l'Union ?

Bruno Alomar : L'idée n'est pas neuve. Edouard Balladur, il y a trente ans, parlait de cercles d'intégration différenciée. Le Traité de Lisbonne a prévu précisément cela : les coopérations renforcées. Or, il n'y en a eu que quelques-unes (divorce, brevet, parquet européen). Pourquoi ? Pour une raison essentielle : les États membres ne sont plus d'accord sur grand-chose. Ils sont trop divers, trop nombreux, trop affaiblis, pour penser ensemble de grands projets. La dernière avancée substantielle de l'UE a été la création de l'euro il y a un quart de siècle. Instruits de l'expérience, si l'on veut bien observer qu'Allemands et Français s'en plaignent pour des raisons strictement inverses, qui peut sérieusement penser qu'on le referait ? Certainement pas nos amis Allemands. Certainement pas une classe politique française qui est très majoritairement hostile à la gestion monétaire à l'allemande...

Les "coalitions de volontaires" peuvent-elles vraiment surmonter la paralysie actuelle et permettre d'obtenir des avancées concrètes dans différents domaines comme la défense européenne ou la politique

industrielle avec des cercles différenciés qui peuvent fonctionner durablement ?

Yves Bertoncini : L'euro n'a tout d'abord rassemblé que 10 des 12 Etats-membres de l'Union Européenne (UE) – il en rassemble 20 sur 27 aujourd'hui, et bientôt 21 puisque la Bulgarie l'adoptera en janvier 2026. L'espace Schengen fut lancé à 5, il réunit désormais 25 des 27 Etats membres de l'UE – ainsi que 4 de nos voisins. Et la politique étrangère et de sécurité a pu être initiée à la faveur du traité de Maastricht en tenant compte des réserves ou des exemptions de l'Irlande, du Danemark et du Royaume-Uni.

À lire aussi

Madagascar : le colonel Michael Randrianirina investi président après un vaste mouvement de contestation sociale

Kimberley Bort

Il est par ailleurs notable que, compte tenu de leur sensibilité politique et des partages de souveraineté qu'ils nécessitent, les secteurs de la défense et de la technologie ont d'ores et déjà généré de nombreuses coopérations à géométrie variable : ainsi l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) et l'Agence spatiale européenne ne mobilisent-elles que 20 des 27 membres de l'UE ; de même l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR) ne réunit-elle que 5 Etats membres, tandis que l'Initiative européenne d'intervention n'en a rassemblé que 12.

C'est dans cet esprit que Mario Draghi appelle les pays volontaires à s'accorder sur un régime juridique commun dans les secteurs technologiques, à co-investir dans les semi-conducteurs ou les infrastructures de réseau, ou encore dans la recherche développement et des marchés publics communs pour leurs industries de défense. A cet égard, les alliances industrielles et les « projets importants d'intérêt européen commun » (PIIEC) lancés au cours des dernières années dans les secteurs stratégiques doivent être des sources d'inspiration pour les entreprises et Etats volontaires, bien au-delà des emblématiques « Airbus des batteries ».

Dans ce contexte, il n'est pas anodin qu'EADS, Thalès et Leonardo viennent d'annoncer [la fusion de leurs activités](#) dans le domaine spatial : cette fusion devrait mettre fin à la concurrence interne qui oppose les deux premières, et permettre de ne plus dupliquer les budgets d'investissements et de recherche et développement, mais aussi et surtout d'être davantage capables de

rivaliser avec les géants américains et chinois, comme SpaceX ou Starlink. Il reste aux Etats volontaires à œuvrer pour qu'il en soit notamment de même dans le domaine des avions et des chars de combat, afin que les Européens puissent s'appuyer sur des acteurs aussi puissants et performants que l'est Airbus pour l'aéronautique civile.

L'Europe n'a-t-elle pas plus un problème de mentalité et d'idéologie que d'institutions ? Si le pouvoir politique, qu'il soit à Paris ou à Bruxelles, applique les mêmes idées, peut-on vraiment s'attendre à des résultats différents selon le lieu de décision ? Comment sortir de ce cercle ? (

À lire aussi

Covid 19 : les vapoteurs plus exposés aux dégâts pulmonaires ?

Keith Rochfort

Bruno Alomar : [Le point](#) essentiel, je le répète depuis 10 ans, est de remettre l'UE à sa place. Elle est une organisation internationale qui doit gérer un marché intérieur et une politique commerciale. L'essentiel des responsabilités économiques est et à vocation à demeurer dans les Etats membres (fiscalité, droit social, dépenses publiques, services publics, organisation administrative etc.). C'est bien pour cela que malgré l'appartenance à la même UE, et pour 20 États au même euro, que chaque pays conserve largement ses spécificités. C'est bien pour cela qu'alors que certains (Pologne, Espagne, Danemark) ont de bonnes performances, d'autres (France) ont des performances médiocres. L'UE n'a pas l'influence que ses opposants anti-fédéralistes et ses promoteurs fédéralistes lui prêtent, unis dans la même erreur.

Donc rien ne sera possible tant que les dirigeants européens ne feront pas la part des choses de ce qui est à faire à Bruxelles et de ce qui reste du domaine national. Rien ne sera possible tant que les dirigeants européens et notamment la Commission, ne se rappelleront pas qu'ils sont les employés des Etats et des peuples, et non leurs maîtres.

Comme Mario Draghi l'affirme, ce modèle de fédéralisme pragmatique pourrait-il renouveler la légitimité démocratique européenne tout en permettant à l'Europe de redevenir un acteur stratégique face aux États-Unis, à la Chine et à la Russie ?

Yves Bertoncini : Il faut tout d'abord rappeler que les trois concurrents cités s'appuient sur des régimes politiques distincts, et qui semblent présenter des

avantages au regard de celui des Européens.

À lire aussi

Rachat d'Electronic Arts : une opération record sous influence saoudienne symbole d'une nouvelle ère pour l'industrie du jeu vidéo

Emmanuel Cahour

La Chine et la Russie ne sont pas des démocraties, ce qui confère à leurs dirigeants une liberté d'action et une durée de vie supérieures, même si leur surcroît d'efficacité n'est pas garanti, comme l'ont illustré les grandes difficultés chinoises face à la crise pandémique et l'enlèvement militaire de la Russie en Ukraine.

Les USA disposent quant à eux d'une organisation fédérale, ainsi que d'institutions capables de promouvoir les intérêts du peuple américain, le Président directement élu en tête : c'est un avantage comparatif non négligeable sur le plan économique comme sur le plan stratégique, même s'il n'exclut pas les défaites militaires ou politiques (au Vietnam, en Irak, en Afghanistan, en Somalie...)

Mario Draghi ne plaide évidemment pas pour l'instauration d'une dictature européenne, il constate l'absence d'une communauté politique de type fédéral sur notre continent : il affirme donc seulement la nécessité de renforcer l'assise démocratique des acteurs qui s'engageront dans de nouvelles avancées de la construction européenne. Puisqu'il semble se résigner à des initiatives fondées sur la coopération intergouvernementale, cela supposera qu'elles soient soumises à un contrôle étroit des parlements des pays volontaires, ainsi qu'à une forte transparence publique. L'UE aura sinon vocation à permettre ces avancées, notamment via des coopérations « renforcées » ou « structurées », ce qui présentera l'avantage de s'appuyer sur des institutions plus familières, la Commission européenne et le Parlement européen.

Si des outils comme un nouvel emprunt commun, les « PIIEC » ou des achats groupés pourront ne réunir qu'un groupe de pays volontaires, il ne faut en effet pas perdre de vue l'approfondissement du marché unique recommandé par le Rapport Draghi, notamment dans les secteurs de l'énergie, des télécoms ou des capitaux, et dont la valeur ajoutée sera d'autant plus grande s'il advient à l'échelle des 27. Et donc ne pas oublier qu'il est aussi nécessaire

de démocratiser davantage le fonctionnement de l'UE, par exemple en imposant la transparence aux comités « normatifs » présidés par la Commission ou en renforçant l'ancrage électoral des Commissaires et des Parlementaires européens. C'est aussi à cette condition que l'UE pourra renforcer sa légitimité et donc son efficacité au service des peuples qu'elle a vocation de satisfaire – même si leurs divisions ne facilitent pas les choses...

MOTS-CLES

europe , Union européenne , coalition des volontaires , France , Allemagne , Mario Draghi , Ursula Von Der Leyen , fédéralisme pragmatique , fédéralisme , rapport , réformes , industrie , défense , Europe à la carte

THEMATIQUES

Europe